



**Direction
Départementale
de l'Équipement**

Côte d'Or

PRÉFECTURE DE LA CÔTE D'OR

Dijon, le

ARRÊTE N° 67 DU 21 FEV. 2002

LE PREFET DE LA REGION DE BOURGOGNE
PREFET DE LA CÔTE D'OR
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

ARRÊTE PREFECTORAL

**portant ouverture d'enquête publique sur le projet de plan de prévention
du risque d'inondation par la Seine de la commune
de Sainte-Colombe-sur-Seine**

Vu le code de l'expropriation et notamment ses articles R. 11-4 à R. 11-14 ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 ;

Vu le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, modifiée par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles (P.P.R.) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 147 du 1^{er} avril 1997 fixant la liste des communes du département de la Côte d'Or exposées à un risque naturel ou technologique prévisible ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 août 2000 prescrivant l'établissement d'un P.P.R. sur le territoire de la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine et désignant la Direction Départementale de l'Équipement comme service instructeur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2001 dressant la liste départementale des Commissaires-Enquêteurs, au titre de l'année 2002 ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique en vue de l'établissement du P.P.R. de la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine ;

Vu la consultation effectuée le 1^{er} octobre 2001 afin de recueillir l'avis du Conseil Municipal de Sainte-Colombe-sur-Seine sur le projet de P.P.R. réputé favorable en l'absence de réponse dans le délai de deux mois ;

Sur proposition de M. le Directeur du Cabinet du Préfet de la Région de Bourgogne, Préfet de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Il sera procédé à une enquête publique préalable à l'établissement du Plan de Prévention du Risque d'inondation sur le territoire de la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine.

Celle-ci se déroulera du mercredi 20 mars 2002 au jeudi 4 avril 2002 inclus dans la commune précitée.

Article 2 - M. Alain Peutat, Chef de Section Principal des T.P.E. en retraite, demeurant 3 quai Joseph Maire - 21500 Montbard, est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

Article 3 - Un avis au public sera, huit jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête et durant le déroulement de celle-ci, affiché aux lieux habituels et dans les principaux lieux fréquentés de la commune.

Article 4 - Le dossier relatif à ce projet sera déposé pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Sainte-Colombe-sur-Seine où il sera tenu à la disposition des personnes qui désireront en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public des bureaux et formuler leurs observations sur le registre ouvert à cet effet. Ce registre à feuillets non mobiles sera coté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur.

Les observations peuvent être également adressées par écrit au Commissaire-Enquêteur, à son domicile ou en mairie avant la date de clôture de l'enquête.

Article 5 - Le Commissaire-Enquêteur siègera, par ailleurs, à la mairie de Sainte-Colombe-sur-Seine :

- le mercredi 20 mars 2002 de 15 H à 17 H
- le mercredi 27 mars 2002 de 9 H à 11 H
- le jeudi 4 avril 2002 de 15 H à 17 H

pour y recevoir les déclarations de toutes personnes intéressées, pour examiner les observations consignées ou annexées au registre et entendre les personnes qu'il jugera utile de consulter.

Article 6 - A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le maire, puis transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête et les documents annexés au Commissaire-Enquêteur.

Article 7 - Le Commissaire-Enquêteur examinera les observations et établira un procès-verbal relatant le déroulement de l'enquête et rédigera son rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées qu'il transmettra avec l'ensemble du dossier dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête à M. le Sous-Préfet de Montbard.

Article 8 - Copie du rapport et des conclusions motivées du Commissaire-Enquêteur sera tenue à la disposition du public à la Préfecture de la Côte d'Or, à la Sous-Préfecture de Montbard et à la mairie de Sainte-Colombe-sur-Seine pendant le délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Elle pourra être communiquée, en outre, à toute personne qui en fera la demande à la Préfecture de la Côte d'Or.

Article 9 - Monsieur le Sous-Préfet, Directeur du Cabinet,
Monsieur le Sous-Préfet de Montbard,
Monsieur le Maire de Sainte-Colombe-sur-Seine,
Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Commissaire-Enquêteur.

LE PREFET,
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

